

L'Europe face aux réfugiés afghans

Berlin ne veut «surtout pas revivre 2015»

Après avoir accueilli plus d'un million de migrants il y a six ans, l'Allemagne durcit le ton. Les candidats à la chancellerie rivalisent de fermeté.

Christophe Bourdoiseau
Berlin

À moins de six semaines des élections législatives, le spectre d'une nouvelle «crise des réfugiés» inquiète l'Allemagne. «Nous ne devons surtout pas refaire les mêmes erreurs qu'en 2015», préviennent tous les leaders de la droite, inquiets pour leur cote de popularité.

«Nous ne répéterons pas ces erreurs», martèle, lui aussi, le conservateur Armin Laschet (CDU), candidat à la chancellerie. Le successeur vraisemblable d'Angela Merkel, qui a toujours soutenu la politique humanitaire de la chancellerie, craint pour sa campagne, déjà désastreuse. Alors qu'il continue de dégringoler dans les sondages, Armin Laschet joue la carte sécuritaire pour ne pas laisser repartir les électeurs de la CDU vers l'extrême droite. Il ne faut surtout pas «montrer que l'Allemagne peut accueillir des gens qui sont dans le besoin», dit-il. Cette fois, pas de «Wir schaffen das!» («Nous y arriverons!»), célèbre formule d'Angela Merkel en 2015.

La situation est pourtant très différente. À l'époque, les réfugiés pouvaient passer les frontières en Europe sans difficulté, ce qui n'est plus le cas aujourd'hui. La Hongrie et la Croatie contrôlent les passages. La Grèce a promis de refouler les Afghans à la frontière. La Turquie retient une grande partie des réfugiés en provenance du Moyen-Orient contre une aide financière de l'Union européenne. Enfin, il est plus difficile de quitter l'Afghanistan depuis l'arrivée des talibans au pouvoir.

La plus grande diaspora afghane

Mais l'Allemagne ayant la plus grande communauté de la diaspora afghane (180'000 personnes) après l'Iran (780'000) et le Pakistan (1,4 million), elle sera l'une des destinations favorites



Des ressortissants afghans évacués de Kaboul par les forces allemandes arrivent à Francfort, mercredi. AFP

«Nous ne devons pas répéter l'erreur que nous avons faite dans le passé.»

Angela Merkel
Chancellerie allemande

en Europe des demandeurs d'asile qui réussiront à passer les frontières.

Or, voyant que leurs partenaires européens refusent d'accueillir des réfugiés, les Allemands craignent de voir l'histoire se répéter. En 2015, ils avaient compté sur la solidarité de leurs partenaires pour une répartition équitaine... qui n'est jamais venue.

Dans sa conférence de presse de lundi, la chancellerie a évalué à 10'000 le nombre d'Afghans qui pourraient arriver en Allemagne. «Mais nous ne devons pas répéter l'erreur que nous avons faite dans le passé», a-t-elle prévenu, elle aussi.

La droite ultraconservatrice craint néanmoins que la chancellerie ne tombe dans le piège de «l'appel d'air». «L'Allemagne ne

doit pas se déclarer prête à accepter de nouveaux contingents de réfugiés», a insisté Alexander Dobrindt, le chef du groupe parlementaire de la CSU.

Même la gauche sociale-démocrate durcit son discours. Le candidat du SPD, Olaf Scholz, recommande aux réfugiés afghans de rester dans leur région plutôt que de venir en Allemagne. «Qu'ils trouvent leur avenir dans les pays

voisins», a-t-il déclaré en faisant référence au Pakistan, à la Turquie, à l'Iran ou à l'Irak.

Quand aux écologistes, en dégringolade dans les sondages, ils restent plutôt flous sur le nombre de réfugiés à accueillir, le thème de l'asile n'ayant jamais été mobilisateur. Annalena Baerbock, leur candidate à la chancellerie, se limite à réclamer un «contingent» à «cinq chiffres», c'est-à-dire entre 10'000 et 99'000.

Inespéré pour l'extrême droite

Pour l'extrême droite, cette nouvelle crise migratoire est du pain bénit alors que l'asile ne faisait plus recette dans une campagne focalisée sur la crise sanitaire et la transition énergétique. La coprésidente du groupe parlementaire de l'AfD, Alice Weidel, en a profité pour réclamer la suspension du droit d'asile. «Elle a peur, nous avons tous peur, d'une invasion», a expliqué l'idéologue du parti, Alexander Gauland.

Alors que les candidats à la chancellerie se montrent hostiles à un afflux massif d'Afghans pour des questions électorales, les régions se préparent à rouvrir les centres d'accueil qu'elles avaient fermés ces dernières années. Ce mercredi, le ministre SPD de l'Intérieur de Basse-Saxe, Boris Pistorius, a assuré que les régions voulaient mettre en place un programme d'accueil. Son homologue du Brandebourg, Michael Stübgen (CDU), a promis que son gouvernement était prêt à offrir un hébergement aux Afghans exilés: «Nous avons encore des capacités», dit-il.

En France, seuls les écologistes ouvrent les bras aux Afghans

● C'est une séquence équivoque et sujette à interprétation. Quand Emmanuel Macron prend la parole lundi soir à la télévision sur la crise afghane, il évoque le «devoir de la France pour protéger celles et ceux qui sont les plus menacés», mais il ajoute aussi: «Nous devons anticiper et nous protéger contre des flux migratoires importants qui mettraient en danger ceux qui les empruntent et nourrirait les trafics de toutes natures.» Alors, que faut-il retenir? Que la France accueillera les réfugiés afghans? Ou qu'elle se protégera des flux migratoires?

Dans les heures qui suivent, les critiques pleuvent, et les at-

taques viennent surtout des écologistes. Éric Piolle, maire de Grenoble et candidat à la présidentielle, est le plus virulent. Il estime qu'«Emmanuel Macron fait honte à la France» et annonce qu'il fera pression «pour que la France et l'Europe ne trient pas [...] entre les bons et les mauvais migrants». Lui aussi candidat, le député européen Yannick Jadot ne va pas jusqu'à suggérer d'accueillir tout le monde, mais il critique sèchement: «Sideré d'écouter Emmanuel Macron déclarant que les femmes, les hommes et les enfants qui fuient l'enfer des talibans sont d'abord une menace [...] avant d'être des victimes.»

Emmanuel Macron répond en deux temps. D'abord lui-même en rappelant que la France protègera «les plus menacés». Ensuite, comme souvent quand il est attaqué, par la voix de la très médiatique secrétaire d'État Marlène Schiappa, qui juge Éric Piolle indigne de donner des leçons alors qu'il «n'est pas capable de venir à bout d'un groupe local de promotion du burkini à Grenoble».

Dans les autres partis, les réactions sont plus modérées, du moins chez les candidats à la présidentielle. Ni Jean-Luc Mélenchon, ni la socialiste Anne Hidalgo n'ont pour l'instant condamné les propos du pré-

sident. Le leader des Insoumis appelle même au calme et prévient que «le temps de la redéfinition de notre politique internationale est venu. L'élection de 2022 est ce moment.»

À droite, sans prendre la défense du président, on partage la ligne ferme de l'Élysée, avec des nuances. Valérie Pécresse évoque le combat contre le terrorisme islamiste mais ne mentionne pas la migration. Xavier Bertrand s'inquiète d'«une nouvelle vague migratoire» sur laquelle il faudrait «travailler dès à présent avec les pays de transit et [...] l'UE». Laurent Wauquiez est plus direct et estime que «la France n'a pas les moyens d'une

vague migratoire de plus». Quant à Marine Le Pen, elle souligne dans un communiqué plutôt sobre «un risque accru d'attentats et la perspective de nouvelles vagues d'immigration».

Bref, à huit mois de la présidentielle, seuls les écologistes font de l'accueil des réfugiés un thème. Ailleurs, il faut des non-candidats, comme la maire socialiste de Lille Martine Aubry («J'ai été choquée par les propos du président») ou l'insoumis Adrien Quatennens («Comment rabougir la France en une poignée de secondes») pour plaider leur cause. Les candidats, eux, sont plus prudents...
Alain Rebetez Paris

La Suisse vole au secours des sinistrés d'Haïti qui ont tout perdu

Séisme

Six jours après les premières secousses, les besoins restent immenses. Berne a dépêché jeudi le Corps suisse d'aide humanitaire, tandis qu'Helvetas est sur place.

Le nombre de victimes ne cesse de s'alourdir. Six jours après le séisme qui a ravagé le sud-ouest d'Haïti, le bilan s'élève désormais à 2189 morts, 332 disparus et plus de 12'000 blessés, selon la Protection civile du pays.

Ce tremblement de terre a laissé la nation caribéenne «à genoux», a déclaré le premier ministre haïtien Ariel Henry. Le chaos règne dans les zones touchées. Les secours tardent à arri-

ver et les sinistrés doivent en plus faire face aux intempéries déclenchées par l'ouragan Grace.

«Près de 600'000 personnes directement affectées ont besoin d'assistance humanitaire immédiate», a alerté le Dr Jerry Chandler, directeur de la Protection civile haïtienne, avant d'ajouter que l'aide peinait à être acheminée à cause de l'insécurité ambiante. En effet, la route pour accéder aux victimes traverse un secteur périphérique de la capitale Port-au-Prince contrôlé depuis des mois par des gangs armés.

«Notre priorité: fournir des abris»

Helvetas, de son côté, poursuit son aide d'urgence. «Nos équipes étaient déjà présentes dans la région touchée par le séisme», ex-

plique Aude Marcovitch, porte-parole de l'organisation humanitaire engagée en Haïti depuis bientôt quarante ans. «Près de 40'000 maisons ont été détruites, sans compter les écoles, les hôpitaux et autres structures sanitaires. Notre priorité est actuellement de fournir des abris, des biens de première nécessité, des kits d'hygiène, mais aussi de l'argent en cash.» L'idée étant «de ne pas passer le marché local».

L'épicentre du séisme est loin de Port-au-Prince, explique-t-elle, et «de manière générale, le but de ce programme est de faire parvenir des denrées alimentaires, ou autres, aux personnes dans le besoin depuis la capitale, grâce à un corridor humanitaire.» Helvetas a débloqué 150'000 francs pour

cette opération. «Cet argent sera distribué de manière ciblée à travers nos réseaux locaux, qui se chargeront de faire des réapprovisionnements», ajoute la porte-parole de l'ONG.

De son côté, la Confédération - qui prévoit d'allouer une aide d'1 million de francs - a dépêché jeudi un détachement du Corps suisse d'aide humanitaire (CSA) en renfort du personnel déjà sur place. Un avion a décollé dans la matinée de l'aéroport de Berne-Belp. À son bord, un logisticien, deux spécialistes en eau et assainissement, deux ingénieurs structures, un conseiller en zone sinistrée et un chef d'équipe.

«Haïti est un pays prioritaire pour la DDC (Direction du développement et de la coopération suisse), qui a immédiatement mobilisé son

personnel sur place - notamment des architectes, des spécialistes en abris d'urgence et en réduction des risques de catastrophes - pour appuyer la protection civile haïtienne dans l'évaluation des besoins», a précisé le Département fédéral des affaires étrangères (DFAE) dans son communiqué.

Basées près des zones dévastées, les équipes suisses sont à pied d'œuvre pour installer des abris et des modules de distribution d'eau potable. «De par sa position géographique à la frontière de deux plaques tectoniques, Haïti est confronté de manière récurrente aux catastrophes naturelles», rappelle Aude Marcovitch. Raison pour laquelle Helvetas met l'accent sur la consolidation des infrastructures.

Yannick Van der Schueren

Kaboul

Des manifestants défient les talibans

Des Afghans ont défilé dans la rue en brandissant le drapeau national jeudi, jour du 102^e anniversaire de l'indépendance du pays, bravant les talibans qui ont imposé leur drapeau blanc sur les bâtiments publics. Un rassemblement similaire mercredi à Jalalabad (est) avait été dispersé à coups de feu. Quant à Ahmad Massoud, fils du défunt commandant Massoud, il a appelé à la résistance armée contre les islamistes. Il s'est dit «prêt à marcher sur les traces de [son] père», assassiné le 9 septembre 2001 par Al-Qaïda. «Les talibans ne contrôlent pas tout le territoire de l'Afghanistan», a confirmé le chef de la diplomatie russe, Sergueï Lavrov. **AFP**